



Semestre 3 en sciences économiques et de gestion

Module : Problèmes économiques et sociaux

Pr. Mohammed ED-DAOU.

Année universitaire 2023-2024

Chapitre introductif

Le module " Problèmes économiques et sociaux" vise à décrire certaines manifestations des problèmes économiques qui affectent le développement socioéconomique, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement avec des niveaux différents. Dans ce contexte, de nombreux problèmes socio-économiques mondiaux se posent actuellement avec acuité (sous-développement, crises économiques, inflation, famine, chômage, inégalité, faible taux de croissance, etc.). Ces problèmes sont souvent interdépendants. Dont certains sont exogènes, ils viennent de l'extérieur, exemple : chocs pétroliers, etc. D'autres problèmes sont endogènes, c'est-à-dire qu'ils viennent de l'intérieur et créés par les gouvernements ou par les politiques économiques de ces pays., exemples : les déficits publics, problèmes environnementaux, etc. ce qui nous amène de poser la question sur le rôle l'État pour la régularisation de l'activité économique. Afin de bien comprendre ce rôle, il faut mentionner que l'État exerce trois fonctions :

- 1- L'allocation des ressources est la production des biens et des services non marchands à la disposition des citoyens dont le prix de vente est inférieur à la moitié du coût de production ou gratuit. Exemple (la sécurité, l'éducation, l'hospitalisation, etc.), comme l'État produit des biens et des services marchands destinés à être vendue sur un marché, exemple : transport, l'Énergie et dont le prix couvre au moins les coûts de production.
- 2- la redistribution des richesses : vise à atteindre deux objectifs principaux :
 - a- La réduction des inégalités entre les ménages et d'aider la population à faire face aux risques sociaux (réduire les inégalités de revenus ; lutter contre le chômage ; etc.). Cette réduction des inégalités sociales trouve son financement dans les prélèvements obligatoires qui passe par des transferts monétaires entre les groupes sociaux. Dans ce cadre, l'État

opère une redistribution horizontale financée par les cotisations sociales au profit les

Prestations sociales (chômage, retraite, Sécurité sociale) et opère une redistribution verticale des revenus lorsqu'il s'agit de réduire les inégalités et lutter contre l'exclusion en finançant sa politique par l'impôt.

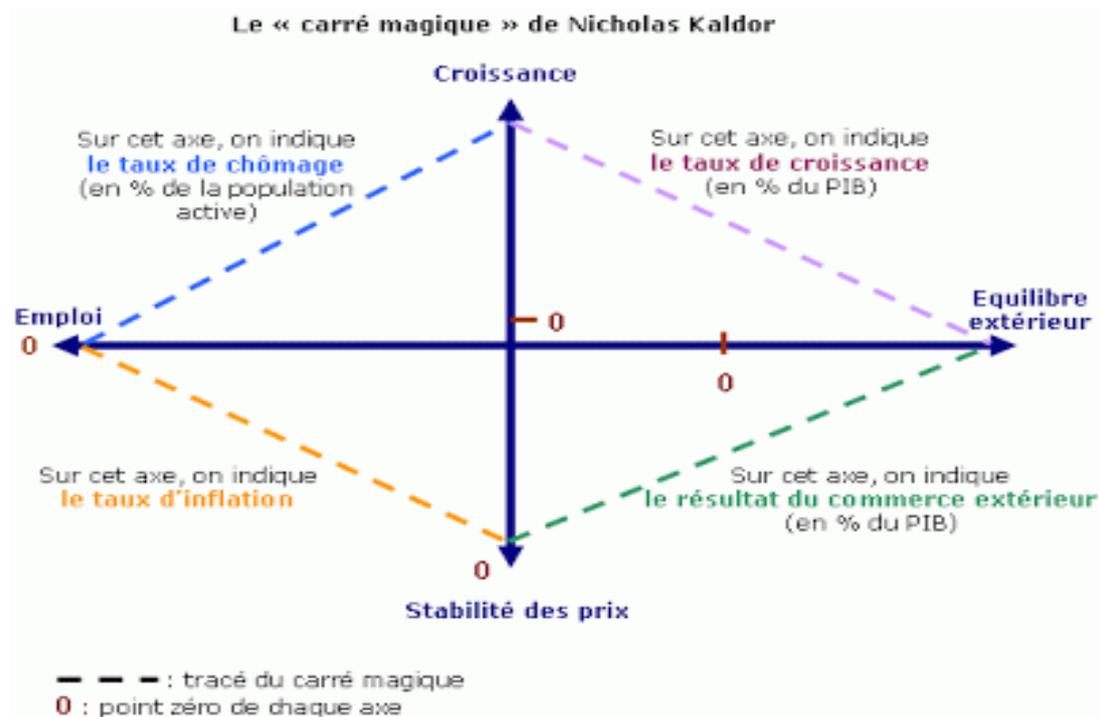
b- La protection sociale : c'est l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui vise à protéger les individus contre divers risques sociaux, maladie, maternité, invalidité, vieillissement, perte d'emploi, etc.

3- La régulation ou la stabilisation de l'activité économique permet de corriger les déséquilibres économiques par une politique économique structurelle ou conjoncturelle.

- La politique structurelle : il s'agit d'une politique économique de moyen et long terme qui vise à transformer les structures de l'économie, sa finalité est souvent d'accroître la croissance potentielle des secteurs économique comme la politique industrielle, la politique agricole, la politique d'éducation et d'innovation, etc.

- La politique conjoncturelle est une politique économique dont le but est d'agir sur la situation à court terme afin d'atteindre comme objectif : une stabilité des prix, un équilibre extérieur, un chômage minimum et une croissance économique soutenue. Ces équilibres se trouvent schématiquement représentés par le " carré magique" de Nicholas Kaldor.

Figure 1 : Carré magique de Kaldor



C'est l'économiste post-keynésien, Nicholas Kaldor (1908-1986) qui a inventé en 1971 ce carré magique qui est une représentation graphique des quatre grandes variables de la politique économique conjoncturelle d'un pays. Il s'agit de la croissance que, de l'emploi, de l'équilibre extérieur et de la stabilité des prix. Si en rejoignant les points de ces variables, on obtient un quadrilatère qui représente une situation économique favorable d'un pays.

Ce carré est qualifié de « magique » car, selon Kaldor, il est impossible de réaliser ces quatre objectifs simultanément.

Une forte croissance se traduit par une augmentation du pouvoir d'achat de la population ce qui peut alors, faire grimper les prix et donc l'inflation. Le plein-emploi des facteurs de production se traduit par la hausse des salaires et, par conséquent, des coûts de production, ce qui oblige les entreprises à augmenter les prix sur le marché des biens et services et alors déclencher l'inflation.

Pour l'équilibre extérieur de la balance commerciale, les exportations de marchandises contribuent à la création de l'emploi et constituent une

source d'entrée de devises comme moyen de financement de l'économie nationale et l'importation des biens d'équipement et des inputs nécessaires à la production, ce qui permet de relancer la croissance.

Certes, il faut mentionner que les deux politiques conjoncturelles sont la politique budgétaire et la politique monétaire.

- La politique **budgétaire** qui consiste à définir les instruments budgétaires comme les dépenses publiques, endettement public, recettes fiscales pour influencer sur la conjoncture économique.
- La politique **monétaire** c'est l'ensemble des actions qui consiste à réguler la quantité de la masse monétaire en circulation dans l'économie nationale, comptable avec la réalisation des objectifs économique et financier du pays.

Dans ce cadre, il faut que les politiques menées par l'État soient déterminées par des choix nationaux, mais également sont influencées par le contexte d'une économie mondialisée.

Notre propos sera centré autour des grands problèmes économiques et sociaux, dans ce cadre nous nous focalisons sur les thèmes d'actualité suivants :

- **Chapitre I : L'inflation.**
- **Chapitre II : Le chômage.**
- **Chapitre III : La croissance économique.**
- **Chapitre IV : Le développement et le sous-développement.**